

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LIAISONS

réunion inter-entreprise

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE

Mourenx, Remington, RATP

LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE

Conversation avec un camarade hongrois
Union Sud-Africaine

L'EVOLUTION DES SYNDICATS

Accords d'entreprise et concurrence capitaliste
L'orientation syndicale dans la campagne de Padoue

NOTES DE LECTURE

Néo-capitalisme et néo-conformisme
La planification démocratique.

CORRESPONDANCE

CINEMA

La lutte finale
Tu ne tueras point

REVUE DE PUBLICATIONS

LE NUMÉRO

0.30 N.F.

mensuel

N° 13 - DECEMBRE 1962

NOTIATIONS

La Réunion sur l'Espagne:

s'est tenue le 24 Novembre, organisé conjointement par le groupe Louise Michel (FA) et ICO. Nous reproduirons ultérieurement la discussion qui a suivi, celle qui se poursuit encore, en même temps que les critiques au numéro spécial d'ICO consacré à ce sujet (brochure Espagne 62- envoi contre 0.50NF au ccp).

Réunion interentreprise Paris:

samedi 15 décembre - 14 présents -2 excusés.

questions pratiques: à partir de janvier nous essaierons de faire chaque mois une seconde réunion consacrée spécialement à la confection du bulletin.

Informations d'entreprise:

Renault: le camarade a expliqué dans son atelier le sens réel des élections à la Sécurité Sociale et a continué à travailler pendant l'heure consacrée au vote pour marquer son opposition.

Il y a des déplacements continuels d'ouvriers d'une usine à l'autre d'une grève de dessinateurs contre les 48 heures, personne n'a parlé; elle s'est terminée par un échec. L'attente de la prime de fin d'année, la peur des mutations fait qu'il ne se passe rien.

Jumont: (construction électrique) Aucune action depuis octobre Débrayages limités symboliques de quelques ateliers au cours d'une visite du directeur général accompagné de directeurs de firmes alliées (ACIEC et boîte allemande) Réaction et menace de la direction; attitude soumise des délégués.

Petite boîte de construction mécanique: difficulté d'avoir une position uniforme dans le vote aux élections d'entreprise ; dans cette boîte ,le patron est réactionnaire et pro gaulliste ; aller voter ,c'est protester ,montrer une cohésion face à la direction

P et T semaine revendicative traditionnelle pour les fêtes . C'est la grève de routine des syndicats.

Petite boîte -métallurgie : pas de délégués ,mais le patron se sert de deux ou trois anciens comme d'intermédiaires avec les ouvriers ;après quelques allées et venues ses propositions d'augmentation sont passées de 3% à...3,50%

MORS (signalisation électrique) des bruits de discussion au sujet d'un mois de vacances.

Livre : Un camarade parle ,à travers ses difficultés personnelles de la situation bien particulière des travailleurs du livre (salaires élevés (7,60 de l'heure pour 3,50 à un OS chez Renault) échelle mobile ,primes ,course aux heures supplémentaires)

Des lettres ont été reçues d'un autre camarade du livre et d'un camarade de chez UNIC (tables à dessin) ; ces lettres figurent dans la correspondance.

ESPAGNE

La discussion sur la réunion publique et sur la brochure sera reprise avec l'ensemble des critiques.

Les Travailleurs en France

MOURENX

est cette ville champignon moderne édiée à côté du complexe industriel de Lacq. Depuis quelques mois, la population de Mourenx qui travaille toute aux usines de Lacq était mécontenté des conditions financières de logement (augmentation du prix de l'eau, du chauffage): la société immobilière unique, propriétaire de tous les immeubles, et filiale des entreprises de Lacq, refusait de discuter.

A l'appel du Comité de défense des locataires, qui groupe toutes les associations et organisations de la ville, les habitants décidèrent, pour le samedi 22 novembre une marche sur la préfecture de Pau. A 14 heures, la ville fut mise en état de siège par la police, isolée du monde par des barrages sur toutes les routes: interdit d'entrer et de sortir; plus de 1000 voitures étaient bloquées sur les routes; les pellicules de photos étaient saisies.

Devant cette situation, il fut décidé une grève générale pour le Lundi grève qui aurait touché toute la vie de la cité autant que les usines de Lacq.

C'est alors que les "autorités" cédèrent et acceptèrent de discuter et de nommer un représentant permanent à Lacq.

Ce bref conflit s'apparente à celui de Thionville (à propos d'augmentation des tarifs de transport à la SOLLAC) que nous relations dans le précédent numéro d'ICO, et mérite réflexion, car pour nous, il est très significatif des rapports sociaux dans la société industrielle moderne.

MOURENX est le type même de la cité industrielle moderne où tous les habitants travaillent dans les mêmes usines locales. Ils sont soumis aux mêmes conditions d'aliénation dans leur vie de travail, dans leur vie privée. Notamment ils ne peuvent s'évader d'une certaine atmosphère qui est celle des cités modernes.

Ces faits, d'une part, donnent une cohésion et une force aux mouvements revendicatifs quels qu'ils soient, qu'ils se situent dans, ou hors, de l'usine d'autre part, donnent un caractère explosif à des revendications en apparence mineures mais qui se trouvent tout d'un coup contenir tous les refus qui n'ont pu s'exprimer auparavant.

La grève paraît alors un moyen d'action normal pour défendre des revendications qui ne sont pas liées directement au travail. De tels mouvements sont difficilement pensables dans la région parisienne par exemple où, sortis de l'entreprise, les travailleurs sont dispersés, individualisés, dans une multiplicité de situations particulières.

En face de la violence potentielle d'un tel mouvement, la violence de la réaction des détenteurs du pouvoir (direction de l'usine, Préfet), s'explique aisément.

.....

REMINGTON à CALUIRE / (Rhône - machines à écrire)

Les syndicats ont promené les travailleurs déjà licenciés ou menacés de licenciement (c'est la tactique employée avec succès à Fives-Lille en 1958 et à DECAZEVILLE de décembre 1961 à février 1962

L'Humanité du 4 décembre peut titrer:

"Devant l'action des travailleurs de Caluire, Remington lâche du lest".

Le Monde du même jour indique que l'usine sera définitivement fermée à la fin du mois de janvier et que le sort du personnel "demeure incertain". En fin de compte, il semble bien qu'en échange de deux mois de salaire, Remington, entreprise américaine, ait toute liberté de mettre sur le pavé 1200 travailleurs.

Les syndicats essaient dans de telles circonstances d'agir par les voies légales: pétitions, démarches, manifestations devant les autorités. Mais ces voies légales ne mènent nulle part. Une entreprise étrangère décide - dans son optique propre d'entreprise capitaliste- quel pouvoir, dans notre société capitaliste, planifiée ou non, peut l'en empêcher? Certainement pas le gouvernement. Seuls les travailleurs. C'est ce qui avait été un peu amorcé par une occupation de l'usine... et rapidement désarmé par les syndicats. On ne doit se battre légalement, c'est-à-dire avec des sabres de bois.

.....

PETITE GUERRE à la RATP /

Les ouvriers d'entretien des autobus sont en grève depuis 1^{er} Octobre dernier, pour leurs salaires: ils réclament notamment une prime de 60 NF mensuelle

Pour 45h par semaine, un OS débute à 491 NF par mois, au bout de 16 ans, passé OP, il perçoit 650 NF. Un ouvrier qualifié débute à 674 NF et au bout de 16 ans touche 809 NF.

Pour "faire face à la grève" la RATP a annulé les visites de contrôle des bus. Mais peu à peu, les grèves tournantes et la grève du zèle paralysèrent les dépôts. Au dépôt Michelet, à St Ouen, où 40 voitures sur 110 étaient immobilisées des manifestations eurent lieu dans l'usine; six militants furent mis à pied. Au cours d'un débrayage pour protester contre cette mesure, la police et l'armée occupèrent le dépôt, et des militaires se mirent à réparer les bus. Un autre dépôt fut occupé à Pantin.

Ceci se situe le 6 Décembre: ce qui est le plus significatif depuis cette date, c'est toute l'habileté des syndicats (majorité CGT) pour éviter qu'un

mouvement de solidarité^{ne} s'étende à l'ensemble des dépôts et des bus. Les grèves tournantes et perlées n'ont pas réussi à briser la combativité des ouvriers; quand la direction et le gouvernement usent de la force, la seule réponse des syndicats c'est toute une succession de manoeuvres pour ne pas affronter une épreuve de force avec le pouvoir.

x x

x

Dans le monde des travailleurs

CONVERSATION avec un camarade ouvrier Hongrois /

Question: Pourrais-tu me parler de l'insurrection de Budapest en 1956?

-Réponse: Ce n'était pas une insurrection, c'était une véritable révolution. Le mouvement populaire a tenté de renverser l'Etat et le régime, soutenu par les chars russes.

-Q: Quelles sont les causes essentielles de la révolution?

-R: la manque total de liberté, l'occupation militaire russe, et la misère de la population, voilà les principaux facteurs. Je vais te parler de l'occupation russe.

J'étais membre du Parti communiste depuis 1918. J'étais le septième membre à la fondation. Pendant la guerre, j'étais partisan. J'étais contre le fascisme allemand, et non contre les allemands. Je croyais à la fraternité socialiste des russes; à la soi-disant "libération", immédiatement l'armée russe prit la place de l'occupation allemande. Tout ce que les russes ont fait en Hongrie a dépassé en cruauté et en barbarie tout ce que j'ai su au sujet de la guerre que les Français ont mené en Indochine et en Algérie. Les soldats russes même membre du parti communiste, violent les femmes, n'épargnant ni les femmes âgées, ni les petites filles de neuf ans, les viols collectifs ne sont pas rares. Six personnes de ma famille, dont quatre étaient membres du parti communiste, furent tuées par les Russes après la libération en l'espace d'une année. Ils démantelaient les usines et envoyaient toutes les machines en état de fonctionnement en Russie. Les russes ont complètement saccagé la Hongrie. La misère fut terrible. La haine des Russes est dans tous les coeurs hongrois. Un des objectifs principaux était de mettre fin à l'occupation russe. Nous sommes une petite nation: nous sommes dix millions d'habitants dans notre pays, et trois millions autour de nous, occupés par les Tchèques, les Yougoslaves et les Roumains. Mais nous désirons vivre neutres et libres.

J'ai été exclu du P.C. en 1949 pour avoir exprimé à un camarade mon opinion, c'est-à-dire que "notre régime n'est pas du socialisme; c'est du capitalisme d'Etat". L'Etat représenté par la nouvelle classe dirigeante, remplace l'ancienne bourgeoisie. L'Etat qui décide combien gagnent ouvriers et ouvrières, l'Etat qui décide si les prix des marchandises seront augmentées ou abaissées,

Alors le patron c'est l'Etat, c'est lui qui dirige sur le marché du travail et sur le marché des produits. Il y a des syndicats, mais les délégués sont délégués par le Parti. Or l'Etat = Patron = Parti = Nouvelle classe. (N'oublions pas que tout cela est arrivé avant Djilas, en 1949) (I)

L'opposition ne peut pas exister parce que la nouvelle classe l'élimine. C'est pour cela que Rayk et les autres bons et anciens camarades furent exterminés avec Imre Nagy. N'oublions pas que Kadar, chef du gouvernement et secrétaire général du parti a été libéré par Imre Nagy et c'est lui Kadar qui a exterminé Imre Nagy et trahi odieusement la révolution d'octobre 56. Méthode stalinienne. Ils ont totalement recopié les méthodes russes.

Les petits paysans sont encore plus contre le régime que les travailleurs industriels. Ils n'aiment pas les kolkhozes et les sovkhoses, mais l'Etat fait pression: 93% sont entrés dans les sovkhoses et les kolkhozes. C'est pour cela qu'il y a toujours des difficultés d'approvisionnement en pain, en viande, même en légumes. Et au marché noir, tout coûte cher. Les dirigeants des sovkhoses et des kolkhozes sont assez souvent juifs et quelquefois gitans; ni les uns ni les autres n'aiment les paysans hongrois. C'est regrettable, mais l'antisémitisme existe encore pire qu'autrefois. Rakosi et Gero, les deux dirigeants principaux du parti étaient malheureusement juifs et c'est ce que tout le monde sait.

Parmi les soldats russes des anciennes troupes d'occupation, beaucoup ont fraternisé avec nous au début de la révolution. Alors, les russes ont fait venir de Russie des troupes fraîches avec des milliers de chars et de blindés pour nous réprimer. Les dirigeants russes ont dit aux soldats: " il faut marcher contre les américains, et non contre la révolution hongroise". La Russie est aussi impérialiste que n'importe quelle autre puissance impérialiste.

La révolution débuta par une manifestation organisée par les jeunes, le 4/II/56. Les intellectuels libéraux, les nationalistes y participaient également. Tout le monde détestait le régime de Rakosi, appuyé sur sa police secrète. Cette police a tiré sur les manifestants dès le début du mouvement, qui réclamait le retrait des troupes russes de Hongrie, et Imre Nagy au pouvoir. Les conseils ouvriers naissaient spontanément comme une traînée de poudre dans tous les centres industriels. Ils occupaient les usines en faisant la grève générale pour appuyer les susdites revendications. Kadar qui a été libéré par Imre Nagy en 1953, une semaine après la révolution a trahi la révolution et après un an et demi fit pendre Nagy, ainsi que beaucoup d'autres qui avaient organisé la lutte contre les russes et contre la dictature. Lorsque je fus exclu du parti, mon fils ne put continuer ses études. Pourtant, il était le premier de la classe. Il a vu comment les gens de Budapest ont déboulonné la colossale statue de Staline et l'ont découpé en morceaux au chalumeau.

Je suis mécanicien en mécanique générale, et ai dirigé une section d'éducation ouvrière d'un quartier.

-Q: Comment vit l'ouvrier hongrois?

-R: il vivait (même encore aujourd'hui) mieux que l'ouvrier russe, mais moins bien que l'ouvrier en occident. Pas de droit de grève. Les conditions

(I) DJILAS: est un communiste yougoslave, auteur d'un livre intitulé "La nouvelle classe dirigeante" (Plon) dans lequel il essaie d'analyser la place tenue dans les sociétés de l'Est par les dirigeants. Il fut emprisonné par Tito, puis libéré, puis de nouveau emprisonné pour avoir "révélé" des secrets d'Etat dans un livre "Conversation avec Staline" (NRF).

du travail, les salaires sont déterminés par l'Etat. Les syndicats jouent le rôle d'agents de l'Etat pour contrôler les ouvriers. Le régime du livret est copié sur celui de la Russie. Lorsque le livret porte des mauvaises notes, des mentions de renvoi, tu ne pourras te faire embaucher nulle part. Si tu es une tête dure, la police secrète veillera sur toi. J'ai un ami, habile ouvrier, renvoyé; il parvient à se faire caser comme chauffeur-livreur. Pour l'empêcher de gagner sa vie la police lui a tout simplement confisqué son permis de conduire.

-Q: Quand es-tu arrivé en France?

-R: En 1957, un an après la révolution. J'étais venu voir l'ambassade de France. Ils m'ont donné le visa bien que je leur aie dit que j'étais ancien membre du parti communiste. D'anciens camarades actuellement en fonction m'ont demandé de rentrer au parti une nouvelle fois. Je leur ai dit que j'ai le lumbago dorsalis qui m'empêche de me courber. Je préfère rester ici, et travailler comme une bête pour vivre avec un peu de liberté.

-Q: Que penses-tu de l'avenir du mouvement ouvrier dans le monde?

-R: difficile à dire. Dans l'usine, il y a des dirigeants syndicaux et des délégués communistes qui se conduisent comme des patrons envers les ouvriers. Je sais bien que la CGT est subordonnée au parti communiste, qui nous traite de fascistes, mais j'adhère à la CGT, car je ne vois aucune autre organisation qui actuellement défende les intérêts des ouvriers. Tant qu'ils ne sont pas encore au pouvoir pour devenir la nouvelle classe dirigeante, la CGT et le parti communiste sont obligés de défendre les intérêts ouvriers. Autrement, ils se perdent.

-Q: Ne penses-tu pas que tu renforces ainsi une force réactionnaire que tu condamnes? La CGT exploite le mouvement ouvrier au profit d'un parti qui n'a d'autre but que celui des Kadar en Hongrie?

-R: je ne sais pas, mais peut-être tu vois plus clair que moi.

UNION SUD-AFRICAINNE:/

(le texte qui suit est extrait de "INFORMATIONS et
CONJONCTURES - organe d'information patronal).

... En Mars 1960, les Bantous réclamaient des augmentations de salaire la rémunération mensuelle moyenne du manoeuvre noir (85% des bantous sont manoeuvres) correspondait à 18.200 Frs et l'organisation "Bantu Wage Association" (qui n'est pas un syndicat, ce genre d'association étant prohibée, mais un organisme économique-social, bantou, toléré) estimait le minimum vital mensuel à l'équivalent de 22.400 Frs. En réponse à ces revendications, exprimées timidement, le Gouvernement de Prétoria décréta que tout les Bantous devraient avoir un laisser-passer et le porter en permanence. Les deux principaux partis politiques noirs, le "Congrès National Africain", dirigé par Albert Luthuli, et le "Congrès Pan-Africain" conduit par Sabukuwe, saisirent l'occasion pour ordonner des manifestations de "protestations civiques"; tandis que le "C.N.A." recommandait à ses militants de prendre le deuil, le "C.P.A." organisait des rassemblements devant les commissariats de police, les manifestants avaient pour directives de déchirer les laisser-passer.

A Sharpville, près de Johannesburg, le 21 Mars 1960, les policiers crurent que les noirs venaient assiéger le commissariat, ils ouvrirent le feu, tuant 70 personnes, en blessant 200; la nouvelle (fausse) d'une attaque fut connue en quelques heures, grâce aux télécommunications, dans toute l'Union et dans toutes les grandes villes, les policiers induits en erreurs, se livrèrent à des représailles sanglantes. On peut écrire que c'est le manque de sang-froid des policiers de Sharpville qui a engagé la guerre civile en gestation. L'état de siège décrété par le gouvernement Verwoerd le 29 Mars 1960, tant le ministère redoutait une insurrection générale des Bantous, ne fut annulé que le 20 Juin 1960.

Actuellement, de nouvelles revendications de salaires sont formulées par les Bantous. Au printemps dernier, le grand patronat parvint à convaincre le gouvernement de Prétoria à fixer l'équivalent de 24.150 Frs par mois, le salaire minimum d'un manoeuvre; pratiquement cette régie n'est appliquée que par les employeurs lucides ou qui ne veulent pas d'histoires lorsqu'ils utilisent un personnel noir nombreux; la "Bantu Wage Association" estime que le salaire minimum devrait actuellement correspondre à 31.740 Frs. L'agitation politique se développe en fonction du mécontentement général social, en exploitant ce dernier. La propagande des deux organisations (maintenant clandestines) politiques bantoues explique, en bref, ceci:

1) les employeurs européens ont besoin de vous (en effet, les mines emploient 65.000 européens et 435.000 noirs; il y a dans l'agriculture 15.000 salariés européens et 1.000.000 de journaliers noirs; dans les commerces on recense 150.000 employés européens et 350.000 employés noirs; dans les transports le nombre des européens est de 120.000 et celui des noirs 280.000, etc...)

2°) donc, puisqu'ils ont besoin de vous, ils doivent vous payer suffisamment pour que vous puissiez satisfaire vos besoins;

3°) ils font pratiquer "l'apartheid" par le gouvernement aussi bien pour limiter vos besoins que pour vous payer très peu;

4°) aidez ceux qui luttent contre "l'apartheid" ceux qui luttent pour vous obtenir les droits politiques qui vous assureront une meilleure existence.

Et pour manifester que cette lutte est bien engagée réellement, les agitateurs se livrent à des attentats que le gouvernement de Prétoria ne peut plus dissimuler, qu'il admet même en faisant donner des conseils de surveillance et de sécurité aux européens par le réseau radiophonique.

Pour 10.500.000 noirs, métis et indiens, il y a, en Union Sud Africaine 3.000.000 de blancs dont 1,5 million d'Afrikaaners. Ces derniers sont parvenus à se rendre maîtres du pays normalement, c'est-à-dire électoralement; non pas en obtenant dans les scrutins plus de voix que les Non-afrikaaners, mais en obtenant un découpage des circonscriptions, particulièrement au Transvaal et dans l'Orange qui favorisait les électeurs et les candidats afrikaaners. Les Afrikaaners, qui détiennent tous les portefeuilles de ministre et tous les postes de haut-fonctionnaire ne firent adopter la République (le 5 Octobre 1960) que par 73.980 voix de majorité, soit 850.458 suffrages "pour" et 775.878 "contre"; car 10.500.000 noirs, métis, indiens, ne furent pas autorisés à participer à ce référendum dont le résultat a été proclamé légal alors que le projet de loi prévoyait qu'un résultat ne serait valable que s'il reposait sur 2/3 des suffrages exprimés.

On croit généralement que les non-afrikaaners sont adversaires de "l'apartheid" en vérité, si les afrikaaners veulent la ségrégation verticale (c'est-à-dire absolue) leurs adversaires veulent tout autant la ségrégation, mais horizontale et c'est peut-être la pire; en effet, les afrikaaners ne veulent employer que le strict minimum de main-d'oeuvre bantoue et installer le "surplus" dans les "réserves" prévues à cet effet, et économiquement organisées de manière que les bantous y vivent "dignement"; les non-afrikaaners souhaitent au fond disposer de la totalité d'une main d'oeuvre pléthorique offrant sa force, parfois ses compétences, à des prix dérisoires.

Jusqu'à ces dernières semaines, les deux organisations politiques indigènes, la "C.N.A." de Luthuli (Prix Nobel de la Paix en résidence surveillée dans sa petite propriété de Grootville, non loin de Durban) et le "C.P.A." de Sabukuwe, étaient en conflit; Sabukuwe, professeur de littérature âgé de 40 ans, faisait grief à Luthuli, professeur de droit âgé de 62 ans, d'accepter la "déportation" des bantous dans les "réserves", de choisir les intérêts des privilégiés bantous (Luthuli est un chef indigène zoulou de la région d'Omvoti) de "démoraliser" les jeunes par sa doctrine de non-violence.

Il ne fait plus de doute que les deux partis se sont alliés et que de cette entente est sortie l'organisation terroriste secrète "La Lance de la Nation", dont les militants échappent aux investigations policières et manifestent une totale incapacité à manier la dynamite (volée dans les mines) et le plastic....

Des maquis peuvent être facilement organisés dans ce pays de 1.220.000Km carrés, sur lequel se développe un arc montagneux nord-sud, le Drakensberg, dont l'altitude varie de 1.600m à 3.280m et qui va du désert du Karroo jusqu'à la frontière septentrionale du Transvaal, le fleuve Limpopo, en bordant les régions minières et industrielles.

x x

x

les syndicats

ACCORDS d'ENTREPRISE et CONCURRENCE CAPITALISTE /

Chez NEYRPIC (construction électrique- Grenoble) : il y a un en un accord d'entreprise avait été signé par les syndicats, accord qui garantissait notamment un certain niveau de salaire et une certaine progression de ceux-ci. Pour la direction un tel accord était la garantie de conserver une main d'oeuvre qualifiée dans un secteur en "expansion", pour les syndicats c'était la consécration d'un certain rôle dans l'entreprise.